

Entretien avec Justus Lavi Mwololo, Secrétaire Général National du Forum des petits agriculteurs du Kenya

lundi 2 avril 2018, par [MOLOO Zahra](#) (Date de rédaction antérieure : 26 février 2018).

Parle-moi de toi et des méthodes agricoles que tu pratiques.

Je suis né dans une ferme. Dans ma famille, nous avons une longue tradition d'agriculture. Je pratique un mélange de cultures vivrières et d'élevage. Nous avons des variétés de bananes quasiment centenaires, et des espèces de maïs, de haricots et autres que ma mère a conservées et qui ont plus de cinquante ans. Nous gardons non seulement des graines domestiquées, mais aussi des graines sauvages, car elles forment une part importante de l'écosystème et de la biodiversité.

Qu'est-ce que le Forum des petits agriculteurs du Kenya [Kenya Small-Scale Farmers Forum ou KESSFF] ?

Le Forum des petits agriculteurs du Kenya est un réseau de fermes kenyanes de petite taille organisées en villages communautaires. Il fait partie d'un réseau régional plus large englobant des petites fermes d'Afrique de l'Est, d'Afrique centrale et d'Afrique australe. Nous mettons en contact les petits paysans pour formuler les problèmes nous affectant, notamment les politiques nationales et mondiales ainsi que l'accès au marché. La plupart de ces politiques sont conçues pour protéger les grands producteurs et l'accès au marché est très limité pour les petits producteurs.

Peux-tu nous parler de l'impact de la privatisation en agriculture, et plus spécifiquement de la « Révolution verte » ?

La privatisation a été menée par les grands groupes industriels d'Europe, des États-Unis et d'Australie qui cherchaient tous à conquérir le marché mondial. L'un de ces marchés est l'Afrique. La « Révolution verte » a été promue par une poignée de compagnies souhaitant conquérir le secteur agricole. On a présenté la chose comme si l'Afrique avait raté la Révolution verte précédente, ce qui est faux. L'Afrique n'a rien raté du tout et nous connaissons les grandes entreprises qui sont derrière ces affirmations, des sociétés telles que Monsanto et Aventis. Leur intérêt principal est la conquête et la domination du marché des semences via l'introduction d'organismes génétiquement modifiés. Il ne s'agit absolument pas d'une révolution verte ou d'aider l'Afrique. Il s'agit d'introduire leurs propres semences de façon à éliminer les semences traditionnelles africaines et à créer une dépendance des petits paysans en matière de semences.

Par quel processus les petits paysans deviendraient-ils dépendants des grandes entreprises pour les semences ?

Les semences génétiquement modifiées sont brevetées. Elles sont plus invasives et dominatrices que les graines traditionnelles indigènes. Les semences indigènes sont modifiées par les semences modifiées une fois celles-ci présentes. Cela veut dire une perte de la biodiversité que nous avons. Et une fois celle-ci perdue, nous devons nous fournir en semences auprès des entreprises de biotechnologie. L'ingénierie génétique coûte très cher, et ils ont tendance à faire payer des

redevances importantes. Il a été démontré que pour contrôler les êtres humains, il faut peu de chose. L'une des possibilités est de contrôler la nourriture. Et d'où vient la nourriture ? Des semences. Les semences restent l'un des plus grands enjeux économiques mondiaux.

Les promoteurs de la Révolution verte disent que l'utilisation d'intrants améliorera les conditions de vie des paysans. Est-ce vrai ?

Les intrants dont nous parlons sont les engrais et les produits chimiques. Nous sommes préoccupés par l'usage des engrais car, là où ils ont été utilisés intensivement, ils ont salinisé nos sols. L'intérêt de ces engrais est limité, car la réparation de ces sols est extrêmement coûteuse et prend du temps. C'est pourquoi les petits paysans africains préconisent l'agriculture biologique. L'inorganique [en agriculture] est responsable d'un nombre élevé de maladies. Nous proposons et faisons campagne pour l'agroécologie, qui est une agriculture respectueuse des systèmes écologiques.

Quels sont les défis auxquels vous avez dû faire face lors de la promotion de ce genre d'agriculture ?

Le défi a d'abord été le partage de l'information et le manque de soutien financier. Notre information ne trouve de support dans aucun média. À cela s'ajoute la concurrence avec les producteurs d'hybrides, qui sont eux généreusement soutenus. Ce sont eux qui sont présents dans les médias, à la radio, la télévision, dans les journaux. Ces gars-là sont très hostiles à nos idées. Ils ne le diront pas ouvertement, mais leurs actions le montrent clairement.

Existe-t-il des petits paysans qui adoptent les semences hybrides et la « Révolution Verte », ou bien existe-t-il une résistance importante ?

Beaucoup de gens sont informés et aujourd'hui l'agriculture est présentée comme un moyen de faire du profit. Quand on dit aux gens qu'en utilisant cette méthode agricole, ils vont gagner de l'argent, c'est forcément tentant. Puis ils se rendent compte que ça ne marche pas. Je vais vous donner l'exemple de l'Inde où les paysans ont été fortement incités à produire du coton transgénique. Ça a été un échec. Les paysans se sont retrouvés en grande difficulté et un grand nombre d'entre eux se sont suicidés. Il y a eu beaucoup d'entourloupes et une collaboration étroite entre les grandes entreprises en Inde et les médias. On avait promis aux paysans qu'ils allaient faire fortune et tout ce qu'ils ont obtenu, c'est d'être acculés au suicide.

Les produits chimiques utilisés en parallèle des semences commerciales ont eu pour conséquence l'élimination des insectes pollinisateurs : abeilles et papillons par exemple, et la situation est telle que dans certains endroits comme au Gujarat en Inde, la pollinisation doit se faire manuellement. C'est fou. Dieu n'a jamais créé de tels systèmes. Lors du boom du café au Kenya, un herbicide appelé Roundup, déclaré cancérigène par l'OMS, a été utilisé. J'ai connu des femmes dans les années 60 et 70, qui sont aujourd'hui grand-mères, dont certaines ont de nombreux cancers.

Comment fonctionne la certification des semences ?

Ce sont les institutions gouvernementales qui les certifient. Et ces lois, introduites il y a une dizaine d'années, disent que les paysans doivent faire pousser des semences certifiées, comme les hybrides, car elles donnent plus de rendement. Il n'y a aucune vérité pratique derrière cela. C'est un truc de marketing. Les paysans ont fait pousser des récoltes depuis des années et des années. Les anciens ont toujours eu des semences et personne ne les a jamais certifiées. En fait, ce qu'on certifie le plus sont les semences alimentaires. Pourquoi ne vont-ils pas dans la forêt certifier toutes les semences, pourquoi se concentrent-ils sur les semences alimentaires ? C'est bien parce qu'ils veulent contrôler l'agriculture et augmenter leurs profits.

Parlons des politiques commerciales. De quelle façon l'Organisation mondiale du commerce (OMC) impacte-t-elle les petits paysans ?

Au sein de l'OMC, tu verras que les produits des petits paysans sont en concurrence inégale avec ceux des pays développés, particulièrement ceux de l'Union Européenne. Les produits agricoles de l'UE reçoivent beaucoup de subventions, et ces subventions rendent les produits des pays européens plus compétitifs : la qualité devient meilleure, les coûts de production sont plus bas et les producteurs européens reçoivent même des aides à la commercialisation ; par conséquent, quand [les produits européens] entrent sur le marché pour faire concurrence à ceux des petits paysans subsahariens, ces petits paysans ne peuvent rivaliser, car ils ne reçoivent aucune aide ou subvention.

Qu'en est-il des Accords de partenariat économique (APE) ? Quel est leur impact sur les petits paysans ?

Avec les APE, qui sont négociés entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (les ACP), les petits paysans sont désavantagés si nous tentons de vendre nos produits en Europe. Et nous craignons même que, comme certains pays ont signé les APE, les produits africains ne soient éliminés lorsque ces produits bon marché venus d'Europe commenceront à affluer sur le marché africain.

Peux-tu nous fournir un exemple ?

Je prendrai l'exemple de la viande et du lait en provenance de l'UE. Disons le lait et la viande danoise, qui arrivent en Afrique. Là je voudrais parler en particulier des supermarchés de Nairobi. Tu vas au supermarché pour acheter ton lait et ta viande, tu vois que c'est conditionné en boîte de conserve, dans une belle boîte, bien étiquetée. C'est déjà tout cuit. Ça a déjà parcouru tout ce chemin depuis l'Europe jusqu'à l'Afrique. Et si tu compares le prix du bœuf venant d'Europe à destination de Nairobi avec le nôtre, le nôtre tu l'achètes en boucherie, et il n'a pas de valeur ajoutée comme celui qui vient d'Europe. Tu dois le ramener chez toi cru, le laver, le cuire. Donc au final, le nôtre devient non compétitif sur notre propre marché domestique. En Europe, le coût de production du bœuf depuis la vache jusqu'à l'abattage, et l'emballage, etc., tout ce processus est subventionné par l'Union Européenne. Chez nous, on n'a droit à aucune aide. Les paysans payent de leur poche.

Le Kenya produit du lait. Est-ce également un problème avec le lait ?

Une fois que le lait en provenance du Danemark commencera à envahir l'Afrique et le Kenya, sachant que le Kenya est le plus gros producteur de produits laitiers de la région, cela voudra dire que nos petits paysans, qui sont dépendants des ventes journalières perdront leur marché. Cela entraînera du chômage, la perte de leur gagne-pain pour les familles qui dépendent des produits laitiers, et une perte de revenus pour les gouvernements de nos pays.

Pourquoi ces accords sont-ils négociés de manière à désavantager les paysans africains ? Y a-t-il un contexte historique à ce problème ?

Lors de ces négociations, c'est le plus fort qui gagne. Malheureusement, dans les pays ACP, nos négociateurs ne sont pas aussi forts que leurs homologues européens. Les séances de négociation à Bruxelles peuvent durer des jours et des jours. Or, il y a beaucoup de sessions et chaque session nécessite plusieurs personnes pour négocier. Un pays d'Afrique a seulement deux ou trois négociateurs et il peut y avoir une vingtaine de séances de suite. Une fois les séances commencées, elles ne s'arrêtent pas. Nos négociateurs en chef africains signent des accords alors qu'ils n'ont pas

participé à l'ensemble des négociations. Il est aussi fait usage de nombreux subterfuges. Récemment par exemple, le Kenya s'est retrouvé contraint de signer l'APE. C'est absolument fou. Les préférences que les Européens n'avaient pas pu obtenir au sein de l'OMC, ils cherchent maintenant à les obtenir dans le cadre des APE.

Lesquelles par exemple ?

C'est par exemple la question des négociations autour des subventions au sein de l'OMC. L'OMC est mondiale et de nombreux pays - à commencer par la Chine et l'Inde - réclament l'abandon des subventions agricoles. Les Européens ont trouvé plus facile de soulever le problème dans les négociations des APE, parce que la majorité des pays concernés sont des pays en voie de développement et très peu sont développés. On peut facilement forcer la main aux PMA (Pays moins avancés) et ainsi les pays européens peuvent obtenir ce qu'ils n'ont pu obtenir de l'OMC.

Pourquoi le Kenya a-t-il signé l'APE, alors que la Tanzanie et le Nigeria l'ont évité ?

Les négociations autour des APE sont faites par blocs. Le Kenya fait partie du bloc de la CAE, la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC en anglais). Au sein de la CAE, le Kenya est censé être un pays développé ou en voie de développement. Les quatre autres, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi, font partie des pays moins avancés. Dans les négociations des APE, il existe une clause connue comme « EBA » (Everything But Arms : Tout sauf les armes). Dans cette clause, les PMA sont autorisés à tout exporter, sauf des armes. Le Kenya étant un pays plus développé que les autres (selon les critères de la Banque mondiale), était limité [pour agir].

Un autre moyen de pression a été utilisé : le Kenya exporte beaucoup de fleurs et de produits horticoles vers l'Europe. Les négociations duraient depuis longtemps et ne menaient nulle part. Nos négociateurs avaient vaillamment résisté, mais l'Union européenne a imposé un ultimatum au Kenya pour qu'il signe l'EPA, sans quoi les produits horticoles kenyans à destination de l'Europe seraient soumis à des droits de douane. Parmi ces produits se trouvent les fleurs kenyanes. Le Kenya Flower Council [Conseil horticole kenyan], qui est responsable de l'exportation des fleurs vers l'Europe, a fait pression sur le gouvernement, parce que la majorité des producteurs de fleurs sont des Européens. Leur intérêt est évidemment celui de leur pays, avant celui du Kenya. Le Kenya a donc dû signer l'APE, malgré le fait que les négociations des APE se font par bloc et qu'un pays ne peut pas signer seul. Les APE sont censés aider au développement et à l'intégration, mais ils ont divisé les pays d'Afrique de l'Est. Une des clauses des EPA déclare que « aucune partie ne doit se retrouver dans une situation pire à l'issue des négociations ». Voilà donc bien des contradictions et l'UE est très forte pour créer ces contradictions. Les APE mettent le Kenya et la CAE dans un état pire que celui précédant les accords.

Comprendre les Accords de partenariat économique

- Les Accords de partenariat économique (APE) permettent l'exonération de droits de douane sur les biens exportés de la Communauté d'Afrique de l'Est vers l'Europe.
- Le Kenya était prêt à signer les APE tandis que la Tanzanie et l'Ouganda hésitaient.
- La Tanzanie a hésité à signer l'accord, de crainte qu'il ne tue les industries locales.
- Quoiqu'il en soit, tant l'Ouganda que la Tanzanie sont listés parmi les pays moins avancés, ce qui les exempte de droits de douanes lors de leur accès aux marchés européens.
- Le Kenya n'est pas classé comme un des pays moins avancés ; par conséquent, sa seule chance d'accéder aux marchés européens sans payer de droits de douane passe par une signature collective de l'APE par la région.

Pour plus d'information :

- [Ces accords commerciaux qui influent sur les lois semencières en Afrique](#)
 - [Les habits neufs du colonialisme : les accords de partenariat économique entre l'UE et l'Afrique](#)
-

Zahra Moloo

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

bilaterals.org

<https://www.bilaterals.org/?trade-agreements-do-not-build-us>